

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

ACCORD-CADRE PASSE EN APPEL D'OFFRES OUVERT

(en application des articles L.2124-1 à L.2124-2, R.2124-2, R.2161-1 à R.2161-5, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique)

Acheteur public

État - Ministère des Armées - Secrétariat Général pour l'Administration
Direction Centrale du Service Infrastructure de la Défense
Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Est

Représentant du Pouvoir Adjudicateur

Le directeur du service d'infrastructure de la défense Nord-Est
Caserne Ney – CS 92005 – 57 044 METZ CEDEX 01

Objet de l'accord-cadre

N° Projet : DAF_2025_000753

Exploitation et maintenance des installations collectives de chauffage, ventilation, climatisation (CVC) et de production d'eau chaude sanitaire (ECS) sur les sites de l'USID de Phalsbourg
COSI 466626

ANNEXE :

- Annexe n°1 : Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du Ministère des Armées ;
- Annexe n° 2 : Guide de démarrage SUBCLIC.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
1.1 - Nature de la prestation	4
1.2 - Qualification et formalités de l'accord-cadre.....	4
1.3 - Durée de l'accord-cadre	4
1.4 - Montant de l'accord-cadre.....	5
1.5 - Modification au contenu de l'accord-cadre	5
1.6 - Parties au contrat	5
1.7 - Modalités de commande.....	5
1.8 - Prestations intéressant le ministère des Armées - Obligation de discrétion....	5
1.9 - Développement durable.....	9
1.10 – Clause sociale d'insertion obligatoire.....	9
1.11 - Forme des notifications et informations.....	12
ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	12
ARTICLE 3: SOUS-TRAITANCE	13
3.1 Désignation de sous-traitants en cours d'exécution du marché public.....	13
ARTICLE 4 : CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXECUTION	13
4.1 Lieux.....	13
4.2 Nombre de personnels exigés	13
4.3 Permanence et continuité des prestations	13
4.4 Statut du personnel	14
4.5 Vêtements de travail	14
4.6 Comportement du personnel.....	14
ARTICLE 5 : OPERATIONS DE VERIFICATIONS – ADMISSION – RECEPTION.....	14
5.1 - Opérations de vérification.....	14
5.2 - Décisions après vérifications	14
ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DES PARTIES	15
6.1 - Obligations du titulaire	15
6.2 - Obligations de l'acheteur	16
6.3 - Obligations communes.....	16
6.4 - Rapports contractuels	17
ARTICLE 7 : MODIFICATIONS	17
7.1 - Clause de réexamen	17
7.2 - Défaillance du mandataire du groupement	18
ARTICLE 8 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	18
ARTICLE 9 : CONTROLE DES PRESTATIONS.....	19
ARTICLE 10 : MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX	19
10.1 - Contenu du prix	19
10.2 - Prix de règlement	19
10.3 - Révision des prix.....	19
10.4 - Application de la TVA	21
ARTICLE 11 : PAIEMENT – CESSION ET NANTISSEMENT	21
11.1 - Facturation	21
a. Modalités de transmission	24
b. Attestation de paiement du titulaire.....	24
11.2 Délai global de paiement.....	24

11.3 Intérêts moratoires.....	24
11.4 Cession ou nantissement.....	25
ARTICLE 12 : AVANCE ET ACOMPTE.....	25
12.1 Avance	25
ARTICLE 13 : PÉNALITÉS – LITIGE - RESILIATION	25
13.1 - Pénalités	25
13.2 - Règlement des litiges	27
13.3 - Dispositions relatives au redressement ou à la liquidation judiciaire	28
13.4 - Résiliation de l'accord-cadre	28
ARTICLE 14 : DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....	29
ARTICLE 15 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE EN COURS D'ACCORD-CADRE EN MATIÈRE DE TRAVAIL DISSIMULÉ.....	29
a) Obligations d'identification du personnel et tenue d'un enregistrement.....	29
b) Justificatifs semestriels.....	29
b.1. Présentation du dispositif e-Attestations	29
b.2. Documents à produire.....	30
ARTICLE 16 : CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	30
ARTICLE 17 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	31

ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD-CADRE

1.1 - Nature de la prestation

L'accord cadre a pour objet l'exploitation et maintenance des installations collectives de chauffage, ventilation, climatisation (CVC) et de production d'eau chaude sanitaire (ECS) sur les sites de l'USID de Phalsbourg.

Chaque type de prestations (forfaitaires et à prix unitaires) font l'objet de bons de commande.

1.2 - Qualification et formalités de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande mono attributaire passé en application des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13, R.2162-14 du code de la commande publique.

Il entre dans la catégorie des marchés de prestations de services.

Le Service d'Infrastructure de la Défense (SID) Nord-Est agit pour toutes les formalités de :

- lancement de la consultation,
- notification de l'accord-cadre,
- suivi administratif de l'accord-cadre,
- révision des prix,
- pénalités,
- résiliation de l'accord-cadre,
- établissement des avenants à l'accord-cadre,
- litiges et contentieux.

L'unité de Soutien d'Infrastructure de la Défense (USID) de Phalsbourg agit pour les formalités de :

- émission des bons de commande,
- suivi technique de l'accord-cadre,
- correspondance avec le titulaire par ordre de service,
- préparation et interface avec le titulaire, correspondance avec le titulaire par ordre de service,
- constatations et certifications du service fait.

1.3 - Durée de l'accord-cadre

A titre indicatif, les prestations commenceront vers la fin du 1^{er} trimestre 2026.

Le présent accord cadre est conclu pour une période d'un (1) an à compter de sa date de notification.

La période de préparation est incluse dans le délai d'exécution du marché. Elle a une durée de trois (3) mois.

A l'échéance de la première période, l'accord-cadre sera **renouvelable trois (3) fois** par tacite reconduction.

Le titulaire de l'accord-cadre ne pourra refuser la reconduction.

A l'issue de la période, l'acheteur se réserve la possibilité de ne pas reconduire l'accord-cadre. Il notifiera au titulaire par écrit, deux (2) mois au moins avant l'échéance de la 1^{ère} période, la décision de ne pas reconduire de l'accord-cadre.

En cas de non reconduction, les maintenances en cours et commandées par bons de commande avant expiration de l'accord-cadre devront être terminées aux mêmes conditions par le titulaire de l'accord-cadre.

En cas de non-reconduction, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Il peut être résilié suivant les clauses indiquées à l'article 13.4 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

La durée totale de l'accord cadre ne peut excéder quarante-huit (48) mois.

1.4 - Montant de l'accord-cadre

Les montants minimum et/ou maximum sont fixés dans l'acte d'engagement.

1.5 - Modification au contenu de l'accord-cadre

Lorsque la modification résulte d'une transformation apportée à la consistance initiale des installations, cette dernière doit donner lieu à un procès-verbal contradictoire établi dans les conditions de forme identiques à celles de la prise en charge initiale des installations et définies à l'article 6.3.1 ci-après. Ce procès-verbal indique en outre la date à laquelle le titulaire a effectivement pris en charge les installations nouvelles. L'établissement du procès-verbal constatant contradictoirement la modification apportée à la consistance des installations intervient dans les 10 jours ouvrables qui suivent le jour où ces modifications deviennent effectives.

1.6 - Parties au contrat

Le directeur du SID Nord-Est est le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (R.P.A.) désigné « Acheteur » conformément à l'article 2 du CCAG FCS.

Les emprises militaires bénéficiaires des prestations sont représentées par l'Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense de Phalsbourg, désignée dans le présent CCAP par le terme « bénéficiaire ».

L'entreprise chargée de réaliser les prestations est désignée dans le présent CCAP par le terme de « titulaire ».

1.7 - Modalités de commande

Le délai d'exécution du bon de commande part de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente ou envoi sur un ordre de service.

1.8 - Prestations intéressant le ministère des Armées - Obligation de discrétion

Les prestations faisant l'objet du présent accord cadre intéressent les armées ; le titulaire doit, en conséquence, se conformer à l'article 5 du CCAG/FCS.

1.8.1 Mesures de sécurité

Toute personne étrangère au ministère des Armées doit, pour accéder et/ou séjourner dans les enceintes militaires, être autorisée par l'autorité militaire exerçant les prérogatives du Commandant d'Armes de l'enceinte considérée.

Cette autorisation se traduit par la délivrance, après enquête, d'un laissez-passer accordé, selon le cas, à titre permanent ou temporaire.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait un refus de laissez-passer par les services compétents. Ces derniers ne sont pas obligés de justifier leur décision et le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

Le titulaire de l'accord-cadre devra soumettre à l'agrément du bénéficiaire les personnels chargés d'exécuter cet accord-cadre. Ceux-ci devront faire l'objet d'une procédure de contrôle primaire.

En conséquence, le titulaire de l'accord-cadre s'engage à :

- Fournir les renseignements d'identité de ses personnels qui lui seront demandés afin de réaliser l'enquête de sécurité ;
- Remplacer les personnels faisant l'objet d'un avis défavorable sur demande du bénéficiaire.

Le non-respect de ces mesures pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre sans préavis et sans indemnité.

Tout changement, même temporaire de ces personnels, est immédiatement porté à la connaissance du bénéficiaire.

En outre, le titulaire s'engage à aviser immédiatement le bénéficiaire de tout acte de sabotage ou malveillance commis sur les installations.

Le titulaire est tenu de se conformer à l'obligation de discrétion prévue à l'article 5 du CCAG / FCS.

De plus, le présent marché est un contrat sensible.

C'est pourquoi, dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du contrat la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le contrat est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

Le titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal;
- qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Il reconnaît avoir fait signer par tous les personnels, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations, une déclaration individuelle par laquelle lesdits personnels attestent :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal;
- qu'ils n'ont pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Le titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée de l'autorité contractante ou exigée d'elle, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

1.8.2 - Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels participant aux prestations sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le bénéficiaire.

Cette liste doit comporter pour chaque personnel les références de la carte d'identité pour les ressortissants de l'Union européenne ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article D1221-24 du Code du travail, le bénéficiaire exigera à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu

du site.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre.

Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

1.8.3 - Autorisation d'accès dans les sites du ministère des Armées

Le personnel du titulaire intervenant sur le site militaire au titre du contrat fera l'objet d'un contrôle primaire pour chaque personnel susceptible d'entrer sur site, si celui-ci n'a pas été fourni durant les deux dernières années :

- Demande de contrôle primaire en version numérique remplie, non signée, au format natif ;
- Demande de contrôle primaire remplie, imprimée, signée, et scannée en version PDF ;
- Scan de la carte d'identité en version PDF.

Nota : Aucun personnel ne sera autorisé à pénétrer sur site sans avoir initié une demande de contrôle primaire **et** retour de celui-ci validé. De ce fait, les prestations ne pourront débuter qu'à partir du moment où les contrôles primaires seront retournés positifs avec visa de l'officier de sécurité (délais pouvant atteindre 2 à 4 mois).

À l'issue de l'enquête, chaque personnel se verra attribuer de l'un des statuts suivants :

- « Accès autorisé », ;
- « Accès avec réserves » ;
- « Interdit d'accès ».

Pour ces deux derniers statuts, le titulaire de l'accord cadre se verra interdit de présenter sur site les personnels incriminés, cela sans possibilité d'en connaître la (les) raison(s) et devra proposer d'autres personnes à soumettre au contrôle primaire.

Le titulaire se doit de faire l'effort de ne présenter parmi ses agents, que des personnels disposant à minima d'un casier judiciaire vierge. **Le titulaire de l'accord cadre assumera tout retard occasionné afin de procéder au remplacement du personnel ayant fait l'objet d'un refus d'accès sur site.**

1.8.4 - Contrôle des accès

Tous les personnels des entreprises devront être munis d'un laissez-passer comportant une photographie et les renseignements de la carte d'identité pour les ressortissants de l'Union européenne ou du titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'Inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des prestations.

1.8.5 - Contrôle des véhicules

Une liste des immatriculations des véhicules sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le bénéficiaire.

1.8.6 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Chaque partie à l'accord cadre est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution de l'accord cadre. À ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est fortement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord cadre, les modifications éventuelles donnent lieu à la signature d'un avenant, ou en l'absence d'accord, à une modification unilatérale par l'acheteur.

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord cadre peut être résilié pour faute en application de l'article 41.1 du CCAG-FCS.

1.8.7 - Mesures de prévention

Le titulaire déclare avoir pris connaissance du Titre 1 de l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la Défense.

Un plan de prévention sera établi par le responsable de prévention du site sur lequel sont exécutées les prestations.

Le titulaire aura pris en compte dans son offre les mesures de prévention en rapport avec une pandémie éventuelle en suivant le guide de recommandation de l'OPPBTP.

1.8.8 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Dans le cadre d'une pandémie éventuelle, le titulaire respectera et mettra en application les mesures permettant d'assurer une sécurité optimale des salariés. De plus, il se réfèrera aux préconisations du chargé de prévention de l'entité où se réaliseront les prestations.

1.8.9 – Prises de vue et exploitation d'images

Toute réalisation de prises de vues (supports photographiques ou vidéo) et exploitation d'images appartenant au ministère des armées par une entreprise titulaire d'un contrat de la commande publique passé par le SID est soumise à **autorisation expresse** du service communication de la direction centrale du SID, de l'autorité militaire du site et du directeur du SID Nord-Est.

L'autorisation écrite est signée par le directeur du SID Nord-Est, qui précise :

- La finalité des images
- Les publics concernés
- La durée et les territoires d'utilisation
- Les supports et canaux d'exploitation

Le contenu des images sera soumis au contrôle des chaînes de communication du ministère avant leur diffusion, afin de veiller à ce que ces dernières ne présentent pas de faille en matière de sécurité des installations, matériels et personnels. Si tel était le cas, elles devraient être détruites.

Si l'entreprise peut les utiliser pour faire valoir son image et ses réalisations dans une logique de référencement client, le MINARM ne peut être perçu comme « garant » de la société et de ses produits.

Par principe, la réalisation de prises de vue purement publicitaires est exclue, dès lors que l'entreprise peut retirer un avantage commercial direct de l'exploitation de l'image du MINARM.

Enfin, si l'entreprise souhaite utiliser la marque du SID, une autorisation écrite du directeur central du SID sera requise.

1.9 - Développement durable

1.9.1 - Environnement

L'attention du titulaire est attirée sur son obligation de veiller au respect des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage (se reporter à l'article 16.2 du CCAG FCS).

Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation de l'accord cadre aux frais et risques du titulaire

1.9.1.1 Protection de la faune et de la flore

Conformément à l'article L411-1 du code de l'environnement, le titulaire de l'accord cadre doit s'assurer que l'exécution des prestations ne portera pas atteinte aux espèces de faune et de flore sauvage protégées. Le cas échéant, il devra obligatoirement prévoir, avant le début de prestation, un système de protection stricte des espèces de faune et de flore sauvages dont les listes sont fixées par arrêté ministériel.

À ce titre, il est rappelé qu'il est notamment interdit de les détruire, capturer, transporter, perturber intentionnellement ou de les commercialiser. Ces interdictions peuvent concerner également les habitats des espèces protégées pour lesquels la réglementation peut prévoir des interdictions de destruction, de dégradation et d'altération.

Les interdictions prévues à l'article L411-1 du code de l'environnement doivent être respectées dans la conduite du projet faisant l'objet d'une demande d'autorisation environnementale.

Le non-respect des dispositions des arrêtés fixant la liste d'espèces protégées (nationale ou régionale) constitue un délit prévu et réprimé par l'article L415-3 du Code de l'Environnement. Les peines peuvent aller jusqu'à 9000 € d'amende (le double en cas de récidive) et jusqu'à 6 mois d'emprisonnement.

1.9.1.2 Gestion des déchets

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du conformément à l'article 20.4 du CCAG FCS.

Pour les déchets dangereux, le titulaire veillera à faire créer le bordereaux de suivi des déchets (BSD) par le collecteur/transporteur sur le compte TRACKDECHETS du SID Nord-Est conformément à l'article 11 et 24 du CCTP.

1.9.1.3 Objectifs de développement durable

En application des dispositions des articles L.2111-1, L.2112-2 et L.2112-4 du code de la commande, les conditions d'exécution de l'accord cadre intègrent des éléments à caractère environnemental, qui prennent en compte des objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement. Le soumissionnaire devra transmettre un SOGED avec son offre et respecter ses engagements concernant les performances en matière de protection de l'environnement et du développement durable :

- Maitriser la filière d'approvisionnement des produits biosourcés ;
- Imposer un taux de production d'énergie issue de la chaudière biomasse de 90%.

1.10 – Clause sociale d'insertion obligatoire

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable.

Le Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Est, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Le Titulaire s'engage à promouvoir, dans le cadre de l'exécution des prestations du présent contrat, l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion dans les conditions précisées dans le présent article

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition sera irrecevable pour non-conformité au CCAP.

1.10.1 L'engagement d'insertion

En application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, l'entreprise titulaire s'engage pour l'exécution de son marché, à mettre en œuvre une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le titulaire s'engage ainsi à réaliser, au minimum le nombre d'heures d'insertion suivant pendant la durée de l'accord cadre :

Nombre d'heures d'insertion par tranche de 10 000 €HT facturés
9

1.10.2 Le dispositif d'accompagnement des entreprises

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette démarche d'insertion, le Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Est a mis en place un dispositif d'accompagnement et d'assistance aux entreprises.

Le titulaire doit prendre contact avec :

Jean DA SILVA

MAISON DE L'EMPLOI DU SUD MOSELLA

Tel : **06 78 42 24 47 – 03 29 45 71 70**

E-mail : jean.dasilva@mdesudmosellan.fr

Les missions du facilitateur consistent à :

informer les entreprises soumissionnaires des dispositifs d'insertion durant la phase de consultation,

- accompagner l'entreprise attributaire (définition du besoin en recrutement, sélection de la modalité, positionnement de public prioritaire ...), en fonction des spécificités du marché,
- renseigner le titulaire sur les structures inclusives du territoire (structures d'insertion par l'activité économique et structures employant des travailleurs handicapés),
- jouer le rôle d'interface entre les publics, les intermédiaires de l'emploi, les entreprises et le maître d'ouvrage,
- suivre et évaluer l'exécution des clauses (suivi des activités, bilans pédagogiques, formations réalisées, besoins en emploi par lot et entreprises, mesures de sorties du dispositif, ...).

1.10.3 Les publics visés

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes qui en sont éloignées. Leur éligibilité doit être validée **en amont**, dans le cadre du dispositif d'accompagnement des entreprises, par le facilitateur désigné.

Les publics appelés à bénéficier de ce dispositif sont des personnes **en difficulté particulière d'insertion professionnelle** et qui relèvent de l'une des catégories suivantes :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;

- les personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé ;
- les bénéficiaires de minimas sociaux, en particulier les Allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA), de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Insertion (AI) ; de l'allocation d'invalidité ;
- les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- les demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) éloignés de l'emploi ;
- les habitants des quartiers politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Écoles de la 2^{ème} chance, les Établissements Publics d'Insertion de la Défense ;
- les personnes sous-main de justice

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, de CAP Emploi, ..., être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

1.10.4 Les modalités de mise en œuvre

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1^{ère} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT) ou une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI) ;
- 2^{ème} modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché ;
- 3^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés : l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'une entreprise de travail temporaire (ETT), d'une entreprise de travail temporaire adaptée (ETTA), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou d'une association intermédiaire (AI).

Dès notification du marché, le Titulaire devra prendre contact avec le facilitateur désigné afin de définir les modalités d'application de la clause d'insertion et le profil du ou des bénéficiaires.

1.10.5 Le contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé.

A la demande de le Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Est ou du facilitateur désigné, le titulaire fournit dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action (par exemple : date d'embauche, typologie de contrat, attestation d'heures réalisées, ...). L'absence ou le refus caractérisé de transmission de ces renseignements peut entraîner l'application de pénalités prévue à l'article 13.1 du présent CCAP.

Le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.

Dans ce cas, la facilitatrice désigné étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

1.11 - Forme des notifications et informations

1.10.1 - Communication au titulaire

Les bons de commande, les ordres de services éventuels ou les décisions seront notifiés, par l'acheteur, principalement par voie électronique, mais également, le cas échéant, par courrier recommandé avec accusé de réception ou contre récépissé lors de rencontres avec le titulaire. Un ordre de service daté et signé du titulaire ou ayant fait l'objet d'un accusé réception par voie électronique vaut récépissé.

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques.

La notification au titulaire des décisions ou informations qui font courir un délai est faite conformément à l'article 3.1 du CCAG/FCS. L'acheteur apte à prendre les décisions nécessaires est le directeur du service d'infrastructure de la défense Nord-Est ou son représentant.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-FCS, la date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours, à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

1.11.2 - Communication du titulaire

Toute communication à l'acheteur devra être réalisée :

- soit par lettre recommandée avec accusé de réception;
- soit directement à un représentant dûment qualifié contre récépissé.

Cependant l'acheteur réclamera généralement au titulaire la transmission des documents par voie électronique en supplément de la remise physique spécifiée ci-dessus, sans que le titulaire puisse réclamer une indemnité.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G./F.C.S., les pièces contractuelles de l'accord cadre sont les suivantes par ordre de priorité sachant que l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par mise au point et/ou avenant :
 - Le bordereau de prix unitaires (BPU) intégrant le coefficient K ;
 - La décomposition du prix forfaitaires (DPF) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) : y compris son annexe l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du Ministère de la Défense ;
- les Cahier des charges techniques particuliers (C.C.T.P.) et ses annexes ;
- le mémoire technique remis par le titulaire avec son offre (seuls les éléments demandés au règlement de consultation ont une valeur contractuelle) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (C.C.A.G./FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- les actes spéciaux postérieurs à la notification du marché ;
- les deux procès-verbaux établis l'un en début d'exécution de l'accord cadre, à l'occasion de la prise en charge des installations par le titulaire, l'autre en fin d'exécution de l'accord cadre à titre de constat de l'état des lieux ;

- les procès-verbaux éventuellement établis en cours d'exécution, à l'occasion de la prise en charge d'installations nouvelles ;
- le relevé des consommations si disponible par chaufferie.

Le présent accord cadre est régi par les lois et règlements de la République française exclusivement.

Tout document ou correspondance relatif à l'accord cadre devra être rédigé en langue française.

ARTICLE 3: SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut à tout moment sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent accord-cadre sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement par l'acheteur.

Le titulaire établira la ou les déclaration de sous-traitant via l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC.

Les modalités de paiement des sous-traitants sont fixées à l'article 11.1.4.

3.1 Désignation de sous-traitants en cours d'exécution du marché public

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le représentant de l'acheteur **impose aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC** (<https://subclic.com/>). Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'article 6 de l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du contrat.

Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant est annexé au présent CCAP.

ARTICLE 4 : CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXECUTION

4.1 Lieux

Les prestations seront exécutées sur les différentes emprises détaillées en annexe du CCTP.

Les prestations consistent à l'exploitation et la maintenance des installations collectives de chauffage, ventilation, climatisation (CVC) et de production d'eau chaude sanitaire (ECS) sur les sites de l'USID de Phalsbourg.

Les prestations forfaitaires, partie de l'accord cadre, engagées par émission d'un bon de commande.

Les prestations à prix unitaires, partie accord-cadre à bons de commande mono-attributaire, font l'objet de bons de commande. Conformément à l'article 21.1 du CCAG /FCS, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés.

4.2 Nombre de personnels exigés

L'ensemble des prestations, dont les modalités d'exécution sont définies au présent C.C.A.P et C.C.T.P., doit être effectué par un nombre suffisant d'agents permanents, permettant de réaliser les tâches prévues, tel qu'indiqué dans le mémoire technique remis avec l'offre.

4.3 Permanence et continuité des prestations

Le titulaire est tenu d'assurer sans interruption l'exécution des prestations prévues. L'acheteur peut pourvoir d'office au remplacement du titulaire défaillant aux frais et risques de ce dernier.

En cas d'arrêt de travail pour fait de grève de ses personnels, le titulaire de l'accord-cadre reste tenu d'exécuter intégralement les prestations prévues. Les moyens d'organisation du service de substitution doivent être dans ce cas soumis préalablement à l'agrément écrit de l'acheteur.

En cas de défaillance de sa part, l'acheteur peut assurer le service, aux frais et risques dudit titulaire, par toute personne et tous moyens appropriés conformément à l'article 45 du C.C.A.G./F.C.S.

4.4 Statut du personnel

Le titulaire s'engage à faire réaliser les prestations dans le respect de la législation du travail en vigueur qui lui est applicable.

4.5 Vêtements de travail

Le titulaire doit doter le personnel d'exécution de vêtements de travail ou de protection appropriés aux tâches à accomplir. La fourniture, l'entretien et le remplacement de ces tenues restent à la charge du titulaire.

4.6 Comportement du personnel

Le personnel de l'entreprise devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers.

Les agents du titulaire devront respecter les clauses du règlement intérieur de l'emprise (comportement, stationnement et vitesse des véhicules...).

Ils devront en particulier faire preuve de la plus grande correction et sont soumis à une obligation de réserve et de discrétion.

Tout manquement relatif au comportement devra entraîner le remplacement immédiat du personnel concerné, sur demande du bénéficiaire.

ARTICLE 5 : OPERATIONS DE VERIFICATIONS – ADMISSION – RECEPTION

À la suite des vérifications réalisées par le bénéficiaire, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du C.C.A.G./F.C.S. par l'acheteur.

5.1 - Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont de la responsabilité du bénéficiaire. Elles se dérouleront à destination pour l'ensemble du marché.

5.2 - Décisions après vérifications

5.2.1 - Admission

Les opérations de vérification consistent à procéder aux examens quantitatifs et qualitatifs de chacun des livrables par le bénéficiaire dans les conditions suivantes.

Le bénéficiaire procède aux opérations de vérification du marché. Il prend alors une décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet des prestations.

L'admission est l'acte par lequel l'acheteur accepte sans réserve, les prestations livrées. Elle prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission.

Dans les conditions de l'article 30.1 du CCAG FCS, en l'absence de décision, l'admission prendra effet dans un délai de quinze jours à dater de la livraison.

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions de l'accord cadre, mais qu'elles peuvent être acceptées en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les réceptionner avec réfaction d'un montant déterminé.

Le titulaire dispose de quinze jours pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur.

Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour confirmer sa décision précédente ou pour notifier une autre décision ; à défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

5.2.2 - Ajournement

Lorsque l'acheteur estime que les fournitures ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner leur admission dans les conditions prévues par l'article 30.2 du CCAG/FCS.

5.2.3 - Rejet.

Lorsque l'acheteur estime que les matériels ou matériaux livrés appellent des réserves telles qu'il ne lui apparait pas possible de les admettre en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de rejet portant sur tout ou partie du marché. La décision de rejet ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 30.4 du CCAG / FCS, le titulaire dispose de quinze jours pour se mettre en conformité avec les clauses de l'accord cadre. L'acheteur ou son représentant dispose ensuite, si le titulaire formule des observations dans ce délai, de trente jours pour confirmer sa décision ou notifier une autre décision. À défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

Après rejet de tout ou partie des livraisons, l'acheteur dispose à nouveau, à compter de la nouvelle livraison par le titulaire, de la totalité des délais prévus à l'article 30.1 du CCAG / FCS pour procéder aux vérifications.

Le délai ouvert au titulaire pour présenter ses observations, ainsi que le délai qui lui est nécessaire pour effectuer une nouvelle livraison après le rejet, ne justifient pas par eux-mêmes l'octroi d'une prolongation ni d'un sursis au délai contractuel de livraison.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DES PARTIES

6.1 - Obligations du titulaire

6.1.1 - Au titre de ses responsabilités civiles

Le titulaire est civilement responsable de tout préjudice occasionné au bénéficiaire ou à des tiers lors de l'exécution des prestations. Sa responsabilité pourra être engagée. A cet effet, il contracte une assurance :

- garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par la conduite et l'exploitation des installations : incendie, explosion, vols, dégâts des eaux, détériorations divers etc. ;
- couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-3 et 2270 du code civil, et couvrant la totalité des prestations y compris celles exécutées par les sous-traitants.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire doit fournir une attestation émanant de sa compagnie d'assurance. Il doit adresser cette attestation à l'acheteur dans les quinze jours qui suivent la notification de l'accord-cadre.

En cas de faute ou de manquement du titulaire causant un dommage, sa responsabilité pourra être engagée.

La responsabilité du titulaire ne peut être engagée dans les cas suivants :

- faute de l'acheteur ;
- cas de force majeure.

6.1.2 - Au titre de ses prestations

Le titulaire s'engage à assurer, pendant toute la durée de l'accord cadre, l'exécution des prestations définie au présent C.C.A.P.

Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.

Pendant toute la durée de l'accord cadre, le titulaire est le seul responsable à l'égard des tiers des conséquences des actes de son personnel.

En cas de défaillance de son personnel, le titulaire est tenu de fournir un personnel de remplacement compétent pour lequel il devra obtenir l'accord du bénéficiaire, conformément à l'article 1.8 du présent CCAP.

6.2 - Obligations de l'acheteur

Le bénéficiaire paie le prix de rémunération forfaitaire et / ou unitaire dans les conditions définies à l'article 10 ci-après. Il :

- s'interdit d'utiliser à d'autres fins les locaux et installations mis à disposition du titulaire ;
- maintient clos couverts et en bon état les locaux mis à disposition du titulaire ;
- fournit au titulaire, en nombre défini dans les PV mentionnés à l'article 6.3 du présent CCAP, les clefs, télécommandes et autres dispositifs, nécessaires pour l'accès aux installations.

Il détient un double des clés.

Le bénéficiaire supporte la charge de la dépense entraînée par l'exécution de toute opération n'entrant pas dans les attributions du titulaire telles qu'elles sont définies dans les documents contractuels.

Les dépenses de consommation d'énergie électrique et d'eau induites par le fonctionnement et l'éclairage des installations sont à la charge du Groupement de Soutien de la Base de Défense (GSBdD).

Le bénéficiaire, dans les meilleurs délais, avise par écrit le titulaire de l'exécution de :

- tous les travaux de modifications des installations ;
- tous les travaux de gros entretien et réparation qui seraient exécutés par le Service d'Infrastructure de la Défense confiés à une entreprise autre que le titulaire.

Les modifications techniques apportées à l'installation par le bénéficiaire doivent être portées à la connaissance du titulaire avant leur réalisation. Ce dernier a 15 jours pour formuler ses observations ou ses réserves éventuelles sur les modifications envisagées.

6.3 - Obligations communes

Établissement des procès-verbaux

En cours d'accord-cadre, des procès-verbaux sont établis dans les circonstances stipulées aux paragraphes 6.3.1, 6.3.2. et 6.3.3 ci-après.

Dans chacun des cas évoqués, il appartient au bénéficiaire d'assurer la convocation des parties concernées ainsi que le bon déroulement général de la séance.

6.3.1 Le titulaire en lien avec le bénéficiaire, en début d'accord-cadre, établit un procès-verbal, par immeuble, faisant l'inventaire des appareils et dispositifs de toutes sortes composant les installations, objet du présent accord-cadre

Ce procès-verbal est dressé en présence du bénéficiaire et du titulaire qui contresignent le procès-verbal. Les parties se réunissent sur les sites qu'ils visitent en entier.

Le titulaire, à cette occasion émet toutes remarques ou réserves qu'il juge opportun de faire concernant l'état et l'aménagement des installations. Si ces réserves, éventuellement assorties de propositions, appellent des développements plus complets, il les consigne succinctement dans le procès-verbal et adresse ultérieurement au bénéficiaire une correspondance plus circonstanciée. Les parties mentionnent, en outre, le relevé des compteurs, le cas échéant.

6.3.2 En cas de modifications apportées à la consistance des installations préalablement à la conclusion d'un avenant, un procès-verbal est établi dans les conditions définies aux articles 1.5 et 6.3.1 du présent C.C.A.P

En cas d'évolution du périmètre soutenu (augmentation ou diminution des installations à contrôler), lorsque la modification résulte d'une transformation apportée à la consistance initiale des installations, cette dernière doit donner lieu à un procès-verbal contradictoire établi dans les conditions de forme identiques à celles de la prise en charge initiale des installations. Ce procès-verbal indique en outre la date à laquelle le titulaire a effectivement pris en charge les installations nouvelles. Ce dernier a quinze jours pour formuler soit son accord, soit ses observations ou réserves éventuelles sur les modifications envisagées.

L'établissement du procès-verbal constatant contradictoirement la modification apportée à la consistance des installations intervient dans les 10 jours ouvrables qui suivent le jour où ces modifications deviennent effectives.

Ces modifications feront l'objet d'un avenant.

6.3.3 Un procès-verbal est également dressé à la fin du contrat par le titulaire et contresigné par le bénéficiaire

Il a pour objet de constater contradictoirement et de façon régulière l'état des installations faisant l'objet du présent accord-cadre.

Dans chacun des trois cas évoqués aux articles ci-dessus, il appartient au bénéficiaire d'assurer la convocation des parties concernées ainsi que le bon déroulement général de la séance.

6.4 - Rapports contractuels

Le bénéficiaire et le titulaire de l'accord-cadre se rencontrent obligatoirement à l'occasion de réunions d'exploitation dont la périodicité et le contenu sont mentionnés à l'article 11 du C.C.T.P.

L'essentiel des questions évoquées par les deux parties lors de la réunion d'exploitation est consigné dans un PV d'exploitation transmis au titulaire par OS. Ce document de contexture libre est renseigné, daté et contradictoirement signé lors de chaque réunion.

Des réunions occasionnelles peuvent également être provoquées au gré des circonstances.

ARTICLE 7 : MODIFICATIONS

7.1 - Clause de réexamen

7.1.1 - (En cas de circonstances que les parties ne pouvaient prévoir)

Conformément à l'article 25 du CCAG FCS, en cas de circonstances que les parties ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord cadre, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- Des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;

- Des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution de l'accord cadre.

Le titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre. Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers de l'accord cadre ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

7.1.2 - En cas de modification du périmètre géographique des prestations

L'ajout ou le retrait de sites (immeubles ou bâtiments) au périmètre géographique du contrat fera l'objet d'un avenant.

La proposition de prix par le titulaire devra impérativement être en cohérence avec les prix de l'accord cadre initial pour le même type de site en terme de technicité, d'ampleur, d'exigences.

Les prestations à exécuter sur les nouveaux sites seront identiques à celles prévues au cahier des charges sur les sites prévus au contrat initial.

7.2 - Défaillance du mandataire du groupement

Par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG FCS, en cas de défaillance du mandataire du groupement solidaire, les membres du groupement désignés dans l'acte d'engagement sont tenus de lui désigner un membre remplaçant parmi les membres restant du groupement. À défaut, et à l'issue d'un délai de 8 jours courant à compter de la notification de la mise en demeure de l'acheteur d'y procéder, le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

ARTICLE 8 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin d'accomplir les prestations objet de l'accord-cadre.

Toutes les informations données par l'administration sont communiquées à titre indicatif. Il appartient au titulaire de les vérifier et au besoin de les corriger en attirant l'attention du bénéficiaire sur d'éventuelles erreurs.

Lors de la réalisation des essais ou épreuves, le titulaire ne pourrait être tenu pour responsable d'incidents survenus ou à survenir qui ne seraient dus à son action propre.

L'acheteur devra veiller à ce que tout personnel du titulaire puisse effectuer ses prestations dans la plus grande sécurité.

Les résultats des interventions seront consignés, à chaque fois, dans un rapport, compte rendu ou procès-verbal, qui sera transmis au plus vite au bénéficiaire

Il appartient au titulaire de s'assurer que ses avis soient suivis d'effet et de prendre, ou de faire prendre, les mesures nécessaires à la suppression des défauts signalés.

La responsabilité du titulaire est celle d'un prestataire de service assujéti à une obligation de résultats. Elle ne peut être recherchée au titre d'installations utilisées en fonction de destinations qui ne lui ont pas été désignées. Mais elle sera recherchée dans le cadre d'une faute directe ou personnelle dans l'exécution des prestations pour des dommages survenant pendant ou après l'intervention, mais ayant un lien direct avec celle-ci.

ARTICLE 9 : CONTROLE DES PRESTATIONS

Toute défaillance ou retard dans les prestations à accomplir est consigné sur le registre d'exploitation ou notifié au titulaire par ordre de service.

En cas de manquement important à ses obligations, le titulaire sera invité par le bénéficiaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, à présenter des explications écrites à l'acheteur.

Lorsque le titulaire estimera que les critiques ne sont pas fondées, il pourra demander un rendez-vous auprès de l'acheteur.

ARTICLE 10 : MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

10.1 - Contenu du prix

Le titulaire a la charge des prestations telles qu'elles sont définies par les clauses du présent CCAP.

Le titulaire tient compte dans son offre des dépenses relatives au respect et à l'application des mesures de sécurité sanitaires liées à la pandémie éventuelle.

Les dépenses de consommation d'énergie électrique et d'eau induites par le fonctionnement et l'éclairage des installations ne sont pas à inclure dans la décomposition du prix forfaitaire et sont imputées distinctement sur les ressources financières du bénéficiaire (GSBdD).

Le titulaire établit ses prix en fonction de ces éléments.

Les prix de l'accord cadre sont de type mixte : prix forfaitaire et prix unitaires. Le coût global est indiqué dans l'acte d'engagement et dans les pièces de prix du marché.

La fourniture des combustibles pour la chaufferie de BITCHE, DIEUZE et PHALSBOURG SUD (gaz de ville, fioul, fioul lourd et charbon) est également à la charge du GSBdD.

10.2 - Prix de règlement

Les prix ne devront pas comporter plus de deux décimales en EURO.

Les prix initiaux sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la dernière date limite de réception des offres. Elle est appelée « mois zéro ».

Pour les BDC relatifs aux prestations ponctuelles, le prix est réglé après réception de la prestation.

10.3 - Révision des prix

Les prix de l'accord-cadre sont fermes les douze premiers mois (1^{ère} année), puis révisables lors de chaque reconduction de l'accord cadre.

Les révisions seront appliquées, à la hausse comme à la baisse, à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre dans les conditions indiquées ci-dessous :

- P1 : trimestrielles
- P2 et P3 : semestrielles

La révision du prix s'effectue dans les conditions suivantes :

Pour la prestation type P1 :

- Biomasse :

$$P1 - 1r = k1r \times Q1$$

Dans laquelle :

- $P1-1r$ Est le nouveau prix de règlement
- $Q1$ Est la quantité réelle annuelle de chaleur en MWh, fournie par la chaudière biomasse
- $K1r$ (prix unitaire révisé du MWh) = $K1_0 \times \frac{CPF16.10}{CPF 16.10_0}$

Où

- $K1_0$ Est le prix unitaire du MWh de bois à la date zéro
- $CPF 16.10_0$ Est la valeur de l'indice bois d'énergie pour chaufferie de l'INSEE à la date zéro (identifiant 010763786 base 2021)
- $CPF16.10$ Est la valeur moyenne annuelle de l'indice pour la période d'exécution.

- **Combustible FOD :**

$$P1 - 2r = k2r \times Q2$$

Dans laquelle :

- $P1-2r$ Est le nouveau prix de règlement
- $Q2$ Est la quantité réelle annuelle de chaleur en MWh, fournie par la chaudière biomasse
- $K2r$ (prix unitaire révisé du MWh) = $K20 \times (FOD/FOD0)$

Où

- $K20$ Est le prix unitaire du MWh de FOD à la remise d'offre
- $FOD0$ est la valeur du prix moyen mensuel de vente au détail en métropole – Fioul domestique de l'INSEE (identifiant 000442573) correspondant à la « date zéro »
- FOD est la valeur moyenne annuelle de l'indice pour la période d'exécution

Pour la prestation type P2 - Conduite et maintenance des installation :

$$P2_{\text{révisé}} = P2_0 \times (0.15 + 0.70 \times \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0} + 0.15 \times \frac{EBIQ}{EBIQ_0})$$

Dans laquelle :

- $P2_0$ est le prix initial de l'accord cadre
- $ICHT - IME$: Moyenne prorata temporis de l'indice connu du coût horaire du travail "Industries Mécaniques et Electriques", paru au Moniteur du BTP pendant la période réelle d'exécution des prestations
- $ICHT - IME_0$: Valeur initiale de l'ICHT-IME au mois zéro
- $EBIQ$: Est la valeur de l'indice énergie, biens intermédiaires et bien d'investissements de l'INSEE (identifiant 010534841)
- $EBIQ_0$: Valeur initiale de l'EBIQ

Pour la prestation type P3 - Conduite et maintenance des installation :

$$P3_r = P3_0 \times (0.15 + 0.35 \times \frac{ICHT - M}{ICHT - M_0} + 0.50 \times \frac{BT40}{BT40_0})$$

Dans laquelle :

- $P3r$ est le nouveau prix de règlement
- $P3(0)$ est le prix initial de la partie forfaitaire du P3 à la « date zéro »
- $ICHT - M (0)$ est la valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - salaires et charges – activités spécialisées, scientifiques, techniques de l'INSEE (identifiant 001565195) à la « date zéro »
- $ICHT - M$ est la valeur du dernier indice connu correspondant au mois anniversaire de la notification du marché
- $BT40 (0)$ est la valeur de l'indice mensuel du bâtiment BT40 – Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique) de l'INSEE (identifiant 001710973) correspondant à la date « zéro »
- $BT40$ est la valeur du dernier indice connu correspondant au mois anniversaire de la notification du marché

La lecture des indices s'effectue sur le site internet www.indices.insee.fr

Le coefficient utilisé pour la révision des prix, déterminé par le titulaire de l'accord cadre, ainsi que les modalités de calcul détaillées de celui-ci, seront communiqués dès la reconduction à l'acheteur avec copie à l'USID. Après vérification et approbation de celui-ci, notifiée par ordre de service, les prix de l'accord cadre seront révisés sur la base de ce coefficient. Après validation, le titulaire appliquera celui-ci sur le montant total HT de toutes ses demandes de paiement.

10.4 - Application de la TVA

Le montant des acomptes et du solde sont calculés en application de la TVA en vigueur à la date d'établissement des factures.

ARTICLE 11 : PAIEMENT – CESSION ET NANTISSEMENT

11.1 - Facturation

11.1.1 Généralités

Prestations forfaitaires

Les factures sont présentées de manière détaillée de sorte que les montants individuels des différents postes pour lesquels une demande de paiement est établie, apparaissent distinctement et puissent faire l'objet d'un contrôle. L'exécution d'un paiement a lieu lorsque les prestations d'un ou plusieurs postes ont été réalisées, y compris réception des rapports.

Les règlements seront effectués par virement administratif.

La facturation du solde de l'exercice annuel doit être établie.

À compter de la fin de l'exercice annuel, la révision de prix de la facture sera effectuée conformément aux dispositions de l'article 10.3 du présent CCAP.

Pour chaque exercice annuel (ou période), les acomptes et solde sont payés dans les conditions définies au tableau ci-après :

Règlements des acomptes et du solde, annuels

N° d'acomptes	Date de facturation	Montant en %	Observations
1	N +3 mois	25 %	/
2	N +6 mois	25 %	/
3	N +9 mois	30 %	Remboursement de l'avance sur 3ème acompte
4	N +12 mois	20% dont solde	Facture du solde

N = Date de notification pour l'accord-cadre.

Conformément à l'article R.2191-22 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018, le règlement peut à la demande du titulaire être réalisé selon une périodicité mensuelle.

Prestations unitaires

Les prestations sur prix unitaires sont facturées dès qu'elles sont réalisées et que le bénéficiaire a notifié leur réception au titulaire par ordre de service. La date de validation du service fait déterminera la période considérée pour la révision des prix.

11.1.2 Modalités de facturation

Dans le cadre de la modernisation de l'Etat et dans un souci d'améliorer le délai de traitement des factures, le SID Nord-Est a décidé de s'engager dans la **dématérialisation du traitement de ses factures ou acomptes**.

Le titulaire adresse ses factures de façon **dématérialisée** et **gratuite** en utilisant le **portail sécurisé Chorus Pro** à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des factures. **Le titulaire économise ainsi les coûts d'édition et d'envoi postal des factures et pourra suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'État.**

Les factures ainsi transmises devront porter obligatoirement les mentions suivantes :

La facture devra porter toutes les mentions légales (cf. art. 242 nonies A de l'annexe II au CGI et art.1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique) :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture et notamment leurs numéros SIRET ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture,
- en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou le numéro de l'engagement juridique généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- le code d'identification du service en charge du paiement ;
- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les références suivantes sont particulièrement nécessaires au traitement des factures :

Pour les P2 et P3	Pour le P1 (combustible)
La référence de l'engagement juridique (n° d'EJ) de la commande : 10 chiffres, sans espaces, sans point, etc ;	La référence de l'engagement juridique (n° d'EJ) de la commande : 10 chiffres, sans espaces, sans point, etc ;
Le code du Service Exécutant ESID (code SE) : D10711I057	le code du Service Exécutant GSBdD (code SE) : D0410U4057
la désignation du destinataire « services de l'Etat » : SIRET 11000 2011 00044.	la désignation du destinataire « services de l'Etat » : SIRET 13001 3659 00011.

Les factures relatives au P1 sont payées par le GSBdD de PHALSBOURG.

Les factures relatives au P2 et P3 sont payées par le SID Nord-Est.

Les prix ne devront pas comporter plus de deux décimales en EURO.

Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement de la facture par le service en charge de son paiement.

Pour davantage d'informations concernant l'utilisation du portail :

1. Accéder à la documentation Chorus Pro :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

2. Le Livechat permet de communiquer directement avec un technicien en passant par ClaudIA disponible sur l'accueil du portail Chorus Pro (bouton « Besoin d'aide ? Posez une question ») et en lui demandant une mise en relation avec un conseiller. (Disponible de 8h30 à 18h30 les jours ouvrés)

3. Utiliser l'assistante virtuelle « ClaudIA » disponible sur l'accueil du portail Chorus Pro (bouton « Besoin d'aide ? Posez une question »).

4. Saisir une sollicitation :

- En mode connecté : Saisir une sollicitation (via l'espace « Sollicitations émises ») si vous êtes identifiés sur le portail Chorus Pro
- En mode déconnecté : cliquez sur « Nous contacter » en bas de page d'accueil du portail Chorus Pro

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, l'obligation de transmission des factures électroniques s'applique aux contrats en cours d'exécution ou conclus postérieurement.

Les factures transmises par un autre moyen que Chorus Pro sont réputées non parvenues dans les services de l'État.

11.1.2.1 Mise en garde du titulaire

Afin d'éviter tout rejet de facture, le titulaire est invité avant envoi des factures pour paiement, à se rapprocher du bénéficiaire, pour accord sur les prestations, quantités ou tout autre point pouvant présenter problème.

11.1.2.2 Suivi du service fait

Afin que le bénéficiaire puisse certifier dans les meilleurs délais le service fait et les quantités réellement mises en œuvre, le titulaire de l'accord-cadre lui envoie par courrier électronique au bénéficiaire (USID) **une copie des factures** qui auront été éditées et transmises conformément à l'article « **11.1.2 Modalités de facturation** ». L'adresse électronique à utiliser sera précisée au titulaire dès le début d'exécution de l'accord-cadre.

11.1.2.3 Délais de paiement

Le délai de paiement des factures est fixé à 30 jours.

11.1.3 Approvisionnements

Il n'est pas prévu le versement d'acompte sur approvisionnements.

11.1.4 Modalités de paiement du sous-traitant admis au paiement direct

Aucun paiement de sous-traitant ne peut intervenir tant que le sous-traitant n'a pas été agréé et ses conditions de paiement acceptées dans les conditions fixées par les articles R.2193-1 à R.2193-4 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2193-10 du code de la commande publique, pour définir si les conditions de paiement direct du sous-traitant sont réunies, le contrat de sous-traitance doit être égal ou supérieur à 10% du montant hors taxe de l'accord cadre (basé sur le prix maximum total de l'accord-cadre).

Les sous-traitants dont le contrat est inférieur à 10% du montant hors taxe de l'accord cadre ne peuvent donc prétendre au paiement direct. Dans ce cas, le titulaire de l'accord cadre devra fournir à l'acheteur une caution (délégation de paiement interdite) délivrée par un établissement financier agréé conformément à l'article L.2193-14 du code de la commande publique.

a. Modalités de transmission

Dans les conditions fixées à l'article R.2193-11 du Code de la Commande Publique, les sous-traitants admis au paiement direct adressent leur demande de paiement au titulaire seul habilité à adresser les demandes de paiement à l'acheteur pour règlement.

La demande de paiement est libellée au nom de l'acheteur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au bénéficiaire accompagnée de la facture et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu sa demande de paiement ou de l'avis de réception postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le titulaire joint à sa facture une attestation de paiement signée par ses soins indiquant la somme à régler par l'acheteur à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

En cas de groupement, l'attestation de paiement est signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

b. Attestation de paiement du titulaire

Lorsqu'il a reçu les demandes de paiement de ses sous-traitants de façon matérialisée, le titulaire ou le co-traitant joint au projet de décompte :

- une copie en double exemplaire de la demande de paiement du sous-traitant acceptée ou rectifiée par le titulaire/co-traitant ;
- une attestation de paiement signée du titulaire/co-traitant indiquant la somme à régler par l'acheteur à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

En cas de groupement, l'attestation de paiement est signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance. Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Lorsqu'il a reçu les demandes de paiement de ses sous-traitants de façon dématérialisée, le titulaire/co-traitant la valide ou la refuse directement dans Chorus Pro.

11.2 Délai global de paiement

Les sommes dues en exécution du présent accord-cadre sont payées dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par l'administration, via CHORUS. Si du fait du titulaire, il ne peut être procédé aux opérations de paiement, le délai est suspendu pour une durée égale au retard qui en est résulté.

11.3 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais indiqués ci-dessus fait courir de plein droit au profit du titulaire et sans autres formalités des intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires applicable est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de

refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Il sera fait application des articles R.2192-10 à R.2192-37 du code de la commande publique à propos de la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

11.4 Cession ou nantissement

L'autorité habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement de créances est l'ordonnateur indiqué à l'accord-cadre.

Conformément à l'article 4.2.2 du CCAG/FCS, l'exemplaire unique destiné au nantissement de l'accord-cadre sera remis au titulaire sur sa demande expresse.

ARTICLE 12 : AVANCE ET ACOMPTE.

12.1 Avance

Option A : Une avance est versée au titulaire du marché, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque les conditions cumulatives stipulées à l'article R.2191-3 du code de la commande publique sont remplies.

Son montant est, en prix de base, égal à 30% du montant minimum de l'accord-cadre ou 30% du bon de commande selon que le droit à avance concerne le montant minimum de l'accord-cadre ou le montant du bon de commande.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants dès lors que le titulaire remplit les conditions pour y prétendre.

Son remboursement s'effectuera en une seule fois lorsque le montant des prestations exécutées atteindra 60 % du montant de l'accord cadre ou du montant initial du bon de commande.

ARTICLE 13 : PÉNALITÉS – LITIGE - RESILIATION

13.1 - Pénalités

Des pénalités peuvent être prononcées par le bénéficiaire à l'encontre du titulaire s'il apparaît que les prestations de ce dernier ne sont pas conformes à certaines de ses obligations contractuelles.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, les pénalités de retard ne pourront excéder 25% du montant maximum total hors taxes de l'accord cadre.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, l'application des pénalités du retard s'effectuera du simple fait de la constatation du retard par le bénéficiaire.

Conditions particulières d'application des pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS les pénalités seront appliquées dans les conditions suivantes :

- A.** Pénalité pour retard dans la fourniture des pièces relatives au **démarrage « État des lieux »** : défaut de remise ou remise partielle relative au démarrage de l'accord-cadre selon l'échéance fixé par ordre de service : **100€HT/jour** ouvré de retard ;

- B. Pénalité pour retard dans la fourniture des pièces relatives à l'« **État des lieux de sortie** » : défaut de remise de l'état des lieux de sortie dans les délais fixés : **100€HT/jour** ouvré de retard ;
- C. Pénalité pour défaut de **désignation nominatives**, par mail, du suppléant de l'interlocuteur unique en l'absence de ce dernier (les jours de retard débutant le 1^{er} jour d'absence de l'interlocuteur unique) : **100€HT/Jour** calendaire de retard ;
- D. Pénalité pour non-respect de la **présence du titulaire sur les sites**, à jours et horaires fixes, tels que contractualisés lors de la notification de l'accord-cadre : **150€HT/par heure** d'absence/agent ;
- E. Pénalité pour absence d'accès illimités au **système d'information métier** (GMAO) dans les fonctions à l'issue des délais afférents à la phase de démarrage de l'accord-cadre : **100€HT/jour** ouvré de retard ;
- F. Pénalité pour retard de **mise en route et d'arrêt** des chaufferies : **2 000€HT/jour/chaufferie** ;
- G. Pénalité pour retard **d'interruption de chauffage** :
 - a. Compris entre 12 et 24 heures : **1 500€HT/chaufferie** ;
 - b. Supérieur à 24 heures : **3 000€HT/par tranche de 24 heures/chaufferie** ;
- H. Pénalité pour retard **d'interruption de production d'ECS** :
 - a. Compris entre 12 et 24 heures : **500€HT/producteur d'ECS** ;
 - b. Supérieur à 24 heures : **1 000€HT/par tranche de 24 heures/ producteur d'ECS** ;
- I. Pénalité pour **absence ou non tenue à jour d'un livret de chaufferie ou du carnet sanitaire** (2 constats successifs pour une même infraction ne peuvent pas être inférieurs à 10 jrs ouvrés) : **1 000 € HT/constat/document** ;
- J. Pénalité pour **insuffisance ou excès de température pour les locaux chauffés** (écart moyen de plus de 3°C entre la température intérieure et la température contractuelle mesuré sur 24 heures et écart moyen au moins de 2°C pendant une période de 14 jours – Les températures intérieures relevées pendant les délais prévus pour passer d'un régime à l'autre ne sont pas prises en compte) : **200 € HT /tranche de 24h /type de locaux concernés** (tel que défini au CCTP) ;
- K. Pénalité pour **insuffisance ou excès de température d'ECS** (écart moyen de plus de 5°C par rapport aux valeurs contractuelles mesuré sur 6 heures et relevé sur les thermomètres en sortie des ballons d'ECS) : **100 € HT/tranche de 6h** ;
- L. Pénalité pour **défaut de fourniture des enregistrements et relevés de températures** (absence de présentation des enregistrements et contrôles de températures contractuels lors des réunions mensuelles) : **50€HT/enregistrement manquant** ;
- M. Pénalité pour **absence non justifiée à une réunion** suite à une convocation : **150€HT/réunion** ;
- N. Pénalités pour **défaut de production de rapport** (mensuels, annuels état des équipements recensement des équipements, plan GER,...) : **150€HT/jour** ouvré de retard ;
Cette pénalité est applicable dans le cas de la présentation d'un rapport non conforme ;
- O. Pénalités pour **rapport non communiqué** dans les délais : Le défaut de communication à la cellule maintenance préventive de l'USID d'un rapport quelque qu'il soit (rapport de préventif, de curatif, mensuel (y compris suivi de l'intéressement), annuel...) dans les délais prévus : **50€HT/jour** ouvré de retard ;
- P. Pénalité pour **retard dans les délais d'intervention au titre de l'astreinte de dépannage** : Le défaut d'intervention du titulaire au titre de l'astreinte de dépannage, dans le délai imparti, conformément au CCTP, à partir de l'appel : **150€HT/heure** de retard entamée ;
- Q. Pénalité pour **non-respect des obligations de maintenance** : En cas de non-respect des obligations contractuelles de maintenance telles que décrites au présent contrat, la personne publique adressera au titulaire une lettre recommandée avec accusé de réception le mettant en demeure d'effectuer la prestation sous huit jours. Si à l'expiration de ce délai, le titulaire n'a pas réalisé la totalité de ses obligations, la personne publique peut y pourvoir aux frais et risques du titulaire.

Cette pénalité sera être appliquée par jour calendaire de retard à compter du 9^{ème} jour après la date de réception de la première lettre de mise en demeure sans que pour autant cette pénalité ne puisse être inférieure à 100€TTC.

Le cas échéant, cette pénalité continue à s'appliquer pendant la période où l'acheteur assure la prestation en lieu et place du titulaire à ses frais et risques.

Dans le cas où cette situation durerait, l'article 13.4 du CCAP s'appliquerait.

Pénalité à **1/200^{ème} de la dépense annuelle des postes P2** ;

- R. Pénalité pour **retard dans la réalisation de maintenance corrective, préventive ou dans le remplacement d'équipements existants** (défaut de réalisation par le Titulaire, dans les délais impartis définis au CCTP, d'une intervention de maintenance corrective, préventive ou d'un remplacement d'équipement existant) : **100€HT/jour** de retard entamé ;
- S. Pénalité pour **retard dans la fourniture des devis** :
 - 1. Concernant les urgences 1 et 2 : **50€HT/jour** calendaire de retard ;
 - 2. Concernant les urgences 3 : **20€HT/jour** calendaire de retard.
- T. Pénalité **pour non-respect des caractéristiques du combustible biomasse**, imposées dans le CCTP : **3000€HT/constat** ;
- U. Pénalité **pour non-respect protocole de fonctionnement** (taux de production d'énergie biomasse de 90% correspondant au rapport entre l'énergie produite par la chaudière biomasse et la somme des énergies produites biomasse et FOD) : **3000€HT** si taux < à 90% ;
- V. Pénalités pour **non-respect des obligations d'insertion** par l'activité économique :
En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à **60€HT** par heure non réalisée.

En cas de défaut caractérisé de transmission des informations au facilitateur désigné dans les conditions définies à l'article 1.10 du présent CCAP : le titulaire subira une pénalité de **100€HT** par jour de retard à compter de la mise en demeure par l'acheteur.

Le recours à la sous-traitance n'exonère pas le titulaire de ses obligations en matière de clause d'insertion. S'il peut partager une partie de l'effort d'insertion, il restera responsable de leur bonne exécution et de la bonne remontée d'information. Les pénalités sont supportées par le titulaire. Il appartient à ce dernier de prévoir dans le contrat de sous-traitance les stipulations qui permettront de responsabiliser son sous-traitant.
- W. Pénalité pour **non-respect des dispositions sur la protection de l'environnement** :
Conformément à l'article 20.4 du CCAG FCS, en cas de manquement à ses obligations environnementales, après mise en demeure par l'acheteur de remédier aux infractions relevées, le titulaire encourt une pénalité fixée à **1000€HT** par infraction.
- X. Pénalités pour **non-respect de la protection des données personnelles** :
En cas de manquement par le titulaire ou son (ses) sous-traitant(s) à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le titulaire s'expose à l'application de pénalités, à hauteur de **1000€HT** par infraction relevée.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS les pénalités de retard ne feront pas l'objet d'une exonération liée à leur montant. Elles resteront, sauf décision de l'acheteur, dues par le titulaire.

13.2 - Règlement des litiges

Toute contestation survenant entre le bénéficiaire et le titulaire à l'occasion de l'application des clauses de l'accord-cadre, et, dans l'hypothèse où elle ne pourrait être réglée par entente directe entre les parties, sera soumise à la décision de l'acheteur dans les conditions fixées à l'article 46 du CCAG / FCS.

En cas de différend, le titulaire transmet son mémoire en réclamation conformément à l'article **46.2** du CCAG/FCS. Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu sous peine de forclusion.

Conformément à l'article **46.3** du CCAG/FCS, l'acheteur dispose de deux mois à compter de la réception de la réclamation pour notifier sa décision.

Si le titulaire n'accepte pas la décision de l'acheteur, il pourra saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent conformément à l'article **46.4** du CCAG/FCS.

13.3 - Dispositions relatives au redressement ou à la liquidation judiciaire

Par dérogation à l'article 39.2 du CCAG/FCS, les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire en cours d'accord-cadre.

La copie du jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est adressée immédiatement par le titulaire de l'accord-cadre de l'acheteur. Il en va de même de tout jugement ou toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

13.3.1 - En cas de redressement judiciaire, l'acheteur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend poursuivre l'exécution de l'accord-cadre

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article 141 de la loi du 25 janvier 1985 modifié par la loi du 10 juin 1994, le juge-commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article 37 de la loi (il s'agit de la faculté d'exiger la continuation des contrats en cours). En cas de réponse négative, ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si, avant l'expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

13.3.2 - En cas de liquidation judiciaire, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise

Dans cette hypothèse, l'acheteur pourra accepter la continuation de l'accord-cadre pendant la période visée à la décision de justice (trois mois maximum conformément à l'article 153 de la loi du 25 janvier 1985 modifiée par la loi du 10 juin 1994) ou résilier l'accord-cadre sans indemnité pour le titulaire.

13.4 - Résiliation de l'accord-cadre

Outre les mesures prévues au C.C.A.G./F.C.S. (**article 38 et suite**), l'accord cadre peut être résilié :

- A tout moment, en cas de restructuration, de dissolution de l'organisme ou d'aliénation définitive des immeubles ou parties d'immeubles sans indemnité,
- En cas de prestations non conformes telles que définies dans le présent C.C.A.P ou C.C.T.P. Si dans les trente jours qui suivent la réception de la lettre de mise en demeure, il n'est pas mis un terme à la non-conformité des prestations, la résiliation aux torts exclusifs du titulaire peut être prononcée sans indemnité,
- En cas de sous-traitance de l'accord cadre sans autorisation préalable de l'Administration, sans préavis et sans indemnité,
- En cas d'infraction aux mesures de sécurité régissant l'accès aux enceintes du Ministère des armées et les conditions de séjour dans leur sein, sans préavis et sans indemnité.

13.4.1 - Travail dissimulé

Lorsque l'acheteur est informé d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L 8221-3 à L 8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé réception, de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction de l'acheteur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, la personne publique peut résilier l'accord-cadre, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire (conformément aux articles 41 et 45 du CCAG/FCS).

13.4.2 - Non-respect de la protection des données personnelles

En cas de manquement par le titulaire ou son (ses) sous-traitants à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord cadre peut être résilié pour faute.

13.4.3 - Non production de documents

Outre les cas prévus par le CCAG FCS, après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 à R.2143-15 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, la résiliation de l'accord cadre aux torts du titulaire est décidée, selon la procédure décrite aux articles 41 et 43 du CCAG FCS.

13.4.4 - Faute du titulaire

D'une manière générale, l'accord cadre peut être résilié pour faute du titulaire dans tous les cas mentionnés à l'article 41 du CCAG FCS.

ARTICLE 14 : DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

Les lois et règlements français sont seuls applicables au présent accord-cadre. Tout document ou correspondance, toute facture relatifs au présent accord-cadre doivent être rédigés en français.

Les tribunaux français sont seuls compétents pour régler les recours qui pourraient opposer l'administration française à des entreprises étrangères.

ARTICLE 15 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE EN COURS D'ACCORD-CADRE EN MATIÈRE DE TRAVAIL DISSIMULÉ**a) Obligations d'identification du personnel et tenue d'un enregistrement**

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur.

Le titulaire est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier.

b) Justificatifs semestriels**b.1. Présentation du dispositif e-Attestations**

La plateforme sécurisée e-Attestations permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec vos donneurs d'ordres.

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations. e-Attestations agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP, ...

Aussi le titulaire n'aura qu'à compléter les informations et documents manquants dans son dossier.

Plus d'informations à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/index.php/comment-ca-marche/pour-les-declarants>

b.2. Documents à produire

Le titulaire doit remettre à l'acheteur ou son représentant, tous les 6 (six) mois et ce jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents prévus aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, soit :

- Une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;
- Un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail ;
- Le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D.8254-2 ou D8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne e-attestations mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestations les documents mentionnés ci-dessus.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies à l'étranger, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestation un certificat A1/E101 en application du règlement CEE n°574/72 du 21 mars 1972 fixant les modalités d'application du règlement n°1408/71.

ARTICLE 16 : CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

L'acheteur ou le Ministère des Armées peuvent délivrer au titulaire du présent contrat ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « certificat de bonne exécution de l'accord cadre », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation de l'acheteur ou du Ministère des Armées qui disposent, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si (liste non exhaustive) :

- La qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendus n'est pas conforme aux stipulations contractuelles ;
- La relation commerciale s'est révélée difficile ;
- Le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard ;
- Le contrat est résilié aux torts du titulaire.

ARTICLE 17 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le cahier des clauses administratives générales applicable à l'accord cadre est le CCAG / FCS approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

Article du présent CCAP	Article du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
2	Article 4.1.
5.2.3	Article 30.4
7.2	Article 3.5.4
13.1	Articles 14, 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3
13.3	Article 39.2

À Metz, le.....